

bien de s'abonner dès que la bibliothèque sera de nouveau ouverte au public. — *Communiqué.*

LE DIRECTEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE.

Les Finances de la France et de l'Angleterre.

Une nation est-elle d'autant plus riche qu'elle paie plus d'impôts ? Oui, disent certains financiers de l'école moderne. Non, répond le journal anglais *l'Economist*. Plus vous lui prenez, moins il lui reste pour produire : le capital fructifie entre les mains du peuple ; il est inerte et sans puissance créatrice dans les caisses du fisc. Or, le fait saillant de notre époque, fait d'une immense importance, est l'énorme absorption par les gouvernements de masses de numéraire improductives, et qui, depuis dix ans, dépassent 12 milliards en sus des budgets réguliers.

A ce propos, *l'Economist* consacre un article spécial à la situation financière de chacune des grandes puissances de l'Europe, d'autant plus intéressant que tous ses renseignements sont puisés soit aux sources officielles, soit dans les rapports des ambassadeurs britanniques. Nous nous contenterons, pour éviter d'interminables et fastidieuses séries de chiffres, d'analyser brièvement ce qui concerne les deux premières puissances du monde, la France et l'Angleterre.

« Excepté la Grande-Bretagne, dit *l'Economist*, tous les grands gouvernements sont aujourd'hui dans le besoin. Seule, depuis dix ans, l'Angleterre n'a pas vu croître sa dette : montant à 19 milliards 758 millions au 31 décembre 1849, elle n'était, au 31 décembre 1861, que de 19 milliards 998 millions ; augmentation, 241 millions. » Mais l'Inde vient faire ombre au tableau. Depuis le mois d'avril 1857, la dette indienne s'est accrue de 47 millions sterling, et dépasse maintenant 2 milliards 674 millions, non compris les engagements du Gouvernement pour garanties aux chemins de fer et autres obligations. Par le fait, donc, la dette anglaise dépasse 22 milliards 672 millions. Elle est plus forte à elle seule que les dettes publiques de la France, de l'Autriche, de la Russie, de l'Italie et de la Turquie réunies, et qui se répartissent ainsi : France, 9 milliards 718 millions ; Autriche, 7 milliards 110 millions ; Italie, 2 milliards 106 millions ; Russie, 2 milliards 196 millions ; Turquie, 1 milliard 37 millions. Total, 22 milliards 167 millions.

Dette anglaise : 22 milliards 672 millions.

Dette des cinq puissances : 22 milliards 167 millions.

Différence à la charge de l'Angleterre : 505 millions.

Malgré cela, *l'Economist* est fier des finances de son pays, et jusqu'à un certain point il a raison. Il est positif que depuis dix ans la dette anglaise est presque restée stationnaire, quand elle s'accroissait énormément dans les autres pays, et surtout en France, où elle a presque doublé. Mais il ne faut pas oublier que si, depuis, quelque temps, le gouvernement anglais évite le plus possible de recourir aux emprunts, uniquement pour ne pas grossir le chiffre déjà si colossal de sa dette, en revanche, au moyen de l'*income-tax* et de quelques autres impôts excessivement onéreux, il se procure le capital que d'autres gouvernements préfèrent demander à l'emprunt. A-t-il raison ? Vaut-il mieux que la génération actuelle paie ses folies que d'en léguer le passif à

celle qui la suivra ? Il suffit de poser la question pour la résoudre affirmativement. Il convient à l'Angleterre de se laisser gouverner par lord Palmerston et de lui confier sa bourse, il est juste qu'elle en subisse les conséquences.

En somme, la nation de l'Europe la plus prospère au point de vue financier doit près de 23 milliards, soit douze ans de son revenu ! Heureusement que les gouvernements ne remboursent pas.

Après l'Angleterre, vient la France.

Depuis 1850, ses revenus ont constamment progressé : de 1,273 millions, ils sont montés graduellement jusqu'à 1,741 millions (1860) leur ensemble, pendant cette période de dix ans, arrive au chiffre de 15,492 millions. Malheureusement, cette augmentation a été loin de suffire à des besoins toujours croissants, et pour que l'on se fasse une juste idée de la situation, nous ne croyons pouvoir mieux faire que de donner le tableau suivant, quelque aride qu'il soit :

Années.	Revenus.	Dépenses ordinaires et extraordinaires.
1851.....	1,273 millions.	1,461 millions.
1852.....	1,336 —	1,513 —
1853.....	1,391 —	1,548 —
1854.....	1,418 —	1,998 —
1855.....	1,536 —	2,399 —
1856.....	1,638 —	2,196 —
1857.....	1,683 —	1,893 —
1858.....	1,748 —	1,859 —
1859.....	1,724 —	2,208 —
1860.....	1,741 —	2,148 —

Total... 15,492 millions. 19,213 millions.

Moyenne des dix années :

Recettes, 1,549,200 dépenses, 1,921,300,000.

Déficit moyen :

375 millions, qui, $\times 20$, = 3,250 millions.

En dix ans, le capital de la dette française s'est donc accru de près de 4 milliards, et de 5,516 millions en 1852 ; il atteint, en 1860, 9,718 millions.

Mais, continue le journal anglais, la France est la France : elle possède d'immenses ressources financières, elle est indestructible. Ses gouvernements changent, seule elle reste debout. Par les avantages de sa position géographique, l'intelligence et la valeur de son peuple, elle sera pendant de longs siècles une puissance incalculable en Europe.

L'Eglise Romaine et le Concordat Autrichien.

La grandeur de l'Autriche procède du catholicisme. Quand la religion de l'Eglise romaine est protégée sur les bords du Danube, la dynastie des Hapsbourgs monte ; lorsque l'indifférence religieuse y prédomine, elle descend. La maison d'Autriche n'a pris rang dans l'histoire qu'en se portant héritière de Charlemagne. Charles-Quint et Ferdinand II n'ont régné qu'au nom du catholicisme. Waldstein a vaincu parce qu'il représentait une grande idée nationale et religieuse. L'Autriche, en délivrant la Hongrie du joug des Musulmans, a reçu pour récompense la couronne du Roi Apôtre.

La mission providentielle des Hapsbourgs, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, a été de protéger l'Europe